



**ACCORD-CADRE DE PRESTATIONS DE FORMATION DANS  
LE DOMAINE DES LANGUES POUR LE COMPTE DE LA CCI  
SEINE-ET-MARNE**

**N° 2025/MAPA/01**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES  
PARTICULIERES**

**C.C.A.P  
(commun à l'ensemble des lots)**

Le présent document comprend 20 pages.

## SOMMAIRE

ARTICLE 1 – POUVOIR ADJUDICATEUR .....	3
ARTICLE 2 – OBJET .....	3
ARTICLE 3 – DECOMPOSITION .....	3
ARTICLE 4 – FORME.....	3
ARTICLE 5 – DUREE - RECONDUCTION .....	3
ARTICLE 6 – DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	4
ARTICLE 7 – MODIFICATIONS DE LA SITUATION JURIDIQUE OU ECONOMIQUE .....	5
ARTICLE 8 – ATTRIBUTION DES BONS DE COMMANDE.....	5
ARTICLE 9 – CONDITIONS D’EXECUTION DES PRESTATIONS .....	6
ARTICLE 10 – VERIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS .....	8
ARTICLE 11 – PRIX .....	9
ARTICLE 12 – REGLEMENT.....	10
ARTICLE 13 – NOTIFICATIONS ET ECHANGES .....	12
ARTICLE 14 – ASSURANCE .....	12
ARTICLE 15 – CONFIDENTIALITE .....	12
ARTICLE 16 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL .....	13
ARTICLE 17 – UTILISATION DES RESULTATS .....	17
ARTICLE 18 – PENALITES .....	18
ARTICLE 19 – FORCE MAJEURE .....	18
ARTICLE 20 – EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES .....	18
ARTICLE 21 – RESILIATION .....	19
ARTICLE 22 – DIFFERENDS.....	19
ARTICLE 23 – DEROGATIONS AU CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES GENERALES DES MARCHES PUBLICS DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES.....	20

## **ARTICLE 1 – POUVOIR ADJUDICATEUR**

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE SEINE-ET-MARNE

(Ci-après dénommée la « CCI de Seine-et-Marne »)

1 avenue Johannes Gutenberg – Serris

CS 70045

77776 Marne-la-Vallée cedex 4

Représenté par M. Jean-Charles HERRENSCHMIDT, Président

## **ARTICLE 2 – OBJET**

Le présent accord-cadre multi-attributaire a pour objet la réalisation de prestations de formation dans le domaine des langues à destination d'entreprises et de particuliers, pour le compte de la CCI de Seine-et-Marne.

Il concerne des prestations de services d'enseignement et de formation visées par l'annexe n° 3 du code de la commande publique relative aux services sociaux et autres services spécifiques.

A la notification de l'accord-cadre, la CCI de Seine-et-Marne communique à chaque attributaire le nom et les coordonnées du service chargé du suivi de l'exécution des prestations.

## **ARTICLE 3 – DECOMPOSITION**

Le présent accord-cadre est constitué des 3 lots ci-dessous conclus sans montant minimum et avec un montant maximum annuel fixé comme suit pour chaque lot.

Lot	Désignation	Montant maximum par an
1	Espagnol et Italien	15 000 euros HT
2	Français Langue Etrangère (FLE)	10 000 euros HT
3	Anglais	15 000 euros HT

## **ARTICLE 4 – FORME**

En application de l'article R2162-2 du code de la commande publique, le présent accord-cadre fixe toutes les stipulations contractuelles et s'exécute au fur et à mesure de l'émission de bons de commande dans les conditions définies aux articles R2162-13 et R2162-14 du code précité.

L'accord-cadre est multi-attributaire et conclu avec un nombre maximum de 3 attributaires pour chaque lot, sous réserve d'un nombre suffisant de candidatures et d'offres régulières.

## **ARTICLE 5 – DUREE - RECONDUCTION**

L'accord-cadre est conclu pour une durée de 12 mois à compter de la date de sa notification.

Il peut être reconduit tacitement une fois pour la même durée, sauf décision contraire notifiée par la CCI de Seine-et-Marne 2 mois au plus tard avant la date d'échéance.

Conformément à l'article R2112-4 du code de la commande publique, le titulaire ne peut pas s'opposer à la reconduction de l'accord-cadre.

La non-reconduction n'ouvre droit à aucune indemnité.

#### Dispositif de vigilance – lutte contre le travail dissimulé

L'accord-cadre est reconduit sous réserve que le titulaire fournisse les documents exigés aux articles D8222-5 et D8254-2 du code du travail (s'il est établi en France) ou D8222-7 et D8254-3 (s'il est établi à l'étranger).

Les attestations et documents doivent être déposés sur la plate-forme mise à disposition, à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>

Sous peine de résiliation, les attestations et documents sont transmis dans un délai de 10 jours à compter de la demande de la CCI de Seine-et-Marne.

### **ARTICLE 6 – DOCUMENTS CONTRACTUELS**

Par dérogation à l'article 4.1 du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles, le présent accord-cadre est constitué des documents contractuels énumérés ci-dessous dont seul l'exemplaire conservé par le pouvoir adjudicateur fait foi.

Leurs stipulations s'appliquent de manière cumulative et, en cas de contradiction entre elles, prévalent selon l'ordre de priorité décroissant suivant :

#### a) Documents particuliers

1. L'acte d'engagement et son annexe, daté et signé par le représentant habilité de chaque partie ;
2. Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P) ;
3. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) et ses annexes ;
4. Les éventuels actes spéciaux de sous-traitance et actes modificatifs postérieurs à la notification de l'accord-cadre ;
5. Les bons de commandes émis au titre de l'exécution de l'accord-cadre ;
6. Le mémoire technique des dispositions prises par le titulaire pour l'exécution des prestations, lorsque celles-ci ne sont pas contraires aux précédents documents.

#### b) Document général

Le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de Prestations Intellectuelles approuvé par arrêté du 30 mars 2021 (CCAG/PI – *document non joint*), dans sa dernière version en vigueur et lorsqu'il n'y est pas fait expressément dérogation par le présent C.C.A.P.

Le présent accord-cadre, constitué des documents contractuels définis ci-dessus, exprime l'intégralité des obligations des parties.

Ces dispositions prévalent sur les documents échangés préalablement à la signature de l'accord-cadre.

En particulier, sauf accord express de la CCI de Seine-et-Marne, aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents du titulaire n'a de valeur contractuelle, telles que (non exhaustif) : conditions d'achat et de vente, mentions figurant sur les factures, etc.

## **ARTICLE 7 – MODIFICATIONS DE LA SITUATION JURIDIQUE OU ECONOMIQUE**

Chaque attributaire notifie sans délai à la CCI de Seine-et-Marne toute modification survenant au cours de l'exécution du présent accord-cadre et qui se rapporte :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- A sa raison sociale ou sa dénomination sociale ;
- A son adresse (siège social ou adresse de facturation) ;
- A ses coordonnées bancaires ;
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement d'un sous-traitant ;
- Toute modification de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur l'exécution du marché.

En cas de transfert de l'entreprise (cession, fusion-absorption ou mise en location-gérance), l'attributaire informe immédiatement par écrit la CCI de Seine-et-Marne qui procède à la vérification des capacités du cessionnaire ou du locataire-gérant, ainsi que de sa situation fiscale et sociale.

A la suite de cette vérification, un avenant constate le transfert de l'ensemble des droits et obligations résultant du présent accord-cadre.

Dans le cas contraire, la CCI de Seine-et-Marne procède à la résiliation de l'accord-cadre.

## **ARTICLE 8 – ATTRIBUTION DES BONS DE COMMANDE**

### **8.1. – MODALITES D'ATTRIBUTION**

Sur la base du programme prévisionnel des formations, la CCI de Seine-et-Marne sollicite les attributaires du présent accord-cadre selon les modalités suivantes :

- 1) A tour de rôle, dans l'ordre de classement des offres ;
- 2) En cas d'impossibilité d'exécution, à l'attributaire suivant dans l'ordre de classement des offres.

En conséquence, dès réception de cette sollicitation, l'attributaire informe par courrier électronique de sa capacité à exécuter la (les) prestation(s) concernées.

Le bon de commande correspondant est transmis à l'attributaire en capacité d'exécuter la (les) prestation(s), selon les modalités définies ci-dessous.

## **8.2. – PERSONNES HABILITEES A EMETTRE LES BONS DE COMMANDE**

Les personnes habilitées à signer les bons de commande sont :

- Le Président de la CCI de Seine-et-Marne
- Le Directeur général de la CCI de Seine-et-Marne
- Le DGA entreprises et territoires
- La Responsable projets formation continue

Les modifications éventuelles sont communiquées par ordre de service notifié par tout moyen en application de l'article 3.1 du CCAG/PI.

## **8.3. – CONTENU ET TRANSMISSION DES BONS DE COMMANDE**

Chaque bon de commande comporte au minimum les informations suivantes :

- Les références du présent accord-cadre et du lot concerné ;
- Le service référent pour l'exécution de la prestation ;
- L'objet du bon de commande : désignation des prestations attendues, lieu d'exécution ;
- La date et l'heure de début et de fin d'exécution des prestations ;
- Les conditions particulières d'exécution, le cas échéant ;
- Le prix unitaire HT ;
- Le montant total HT ;
- Le taux et le montant de TVA ;
- Le montant total TTC

Le bon de commande est adressé, soit par courrier électronique avec accusé de réception, soit directement au représentant du titulaire contre récépissé.

Sauf cas particulier, le bon de commande est transmis 7 jours avant la date de début d'exécution des prestations.

Un bon de commande ne peut être émis après la date de fin de validité du présent accord-cadre.

La durée d'exécution d'un bon de commande ne peut excéder de plus de 6 mois le terme de l'accord-cadre.

## **8.4. – DELAI D'OBSERVATION**

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG/PI, le titulaire notifie ses observations dans un délai de 3 jours ouvrés à compter de la réception du bon de commande.

Le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

## **ARTICLE 9 – CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

Les spécifications et modalités d'exécution des prestations attendues sont précisées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) et ses annexes.

Le suivi de l'exécution du présent accord-cadre est réalisé par la personne nommément désignée par le titulaire.

Tout changement d'interlocuteur doit être notifié immédiatement au représentant de la CCI de Seine-et-Marne, dans les conditions définies ci-après.

Le titulaire est responsable de la bonne exécution des prestations et des personnels qu'il a désignés. Ceux-ci doivent assurer personnellement et intégralement la réalisation des prestations.

Le titulaire est réputé avoir parfaitement pris connaissance de l'ensemble des éléments nécessaires à la réalisation des prestations. Il ne peut en aucun cas se prévaloir d'une méconnaissance ou d'une insuffisance quelconque, faire état d'une erreur, d'une omission ou imprécision pour ne pas accomplir tout ou partie des prestations définies dans le C.C.T.P et ses annexes.

### **9.1. – CONDUITE DES PRESTATIONS PAR UNE PERSONNE NOMMEMENT DESIGNÉE – REMPLACEMENT**

A réception du bon de commande, le titulaire communique au représentant de la CCI de Seine-et-Marne l'identité de la personne proposée dans son offre, dédiée à l'exécution de la (des) prestation(s) considérée(s).

Si la personne désignée n'est plus en mesure d'exécuter la (les) prestation(s), le titulaire doit :

- Dans tous les cas, aviser sans délai la CCI de Seine-et-Marne et prendre toutes les dispositions nécessaires afin d'assurer l'exécution des prestations ;
- Dans le cas où l'exécution des prestations n'a pas débuté, proposer un remplaçant et, par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG/PI, communiquer le curriculum vitae dans un délai de 10 jours au plus tard avant le début d'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 3.4.3 précité, le remplaçant est considéré comme accepté par la CCI de Seine-et-Marne si celle-ci ne le récuse pas dans un délai de 5 jours à compter de la réception des informations complètes mentionnées ci-dessus.

En cas de récusation, le titulaire dispose de 5 jours pour proposer un nouveau remplaçant et transmettre les informations précitées.

La décision de récusation prise par la CCI de Seine-et-Marne est motivée.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne peut entraîner une variation du prix de la prestation.

A défaut de proposition d'un remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation par la CCI de Seine-et-Marne, l'accord-cadre peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 39 du CCAG/PI, nonobstant les pénalités encourues en application du présent C.C.A.P.

### **9.2. – INSUFFISANCE DANS L'EXECUTION DES PRESTATIONS**

La CCI de Seine-et-Marne se réserve la possibilité de demander le remplacement du personnel désigné du fait d'une insuffisance dans l'exécution des prestations ou du non-respect du règlement de l'établissement (règlement intérieur et de sécurité).

Le titulaire dispose de 5 jours à compter de la date de réception de la demande pour proposer un remplaçant disposant de qualifications au moins équivalentes.

A défaut de proposition d'un remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation par la CCI de Seine-et-Marne, l'accord-cadre peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 39 du CCAG/PI, nonobstant les pénalités encourues en application du présent C.C.A.P.

### **9.3. – REPORT OU ANNULATION**

La CCI de Seine-et-Marne se réserve la possibilité de reporter ou d'annuler une prestation ayant fait l'objet d'un bon de commande.

Dans ce cas, le titulaire est avisé par tout moyen 48 heures au moins avant la date prévue de la prestation.

Le report d'une prestation ne donne lieu à aucune indemnité pour le titulaire.

En cas d'annulation avisée moins de 48 heures avant la date prévue de la prestation, le titulaire peut demander une indemnisation égale à 5% du montant total de la prestation.

## **ARTICLE 10 – VERIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS**

### **10.1. – OPERATIONS DE VERIFICATION**

Par dérogation aux articles 28 et suivants du CCAG/PI, les opérations de vérification sont réalisées selon les modalités précisées ci-dessous.

Un questionnaire d'évaluation fourni par le titulaire est renseigné par chaque stagiaire à l'issue de l'action de formation.

Des vérifications peuvent également être réalisées par le représentant désigné par la CCI de Seine-et-Marne. Dans ce cas, celui-ci vérifie la conformité et la qualité des prestations en présence des stagiaires, au cours et/ou à l'issue de l'action de formation.

La CCI de Seine-et-Marne se réserve la possibilité de demander toutes précisions au titulaire concernant les évaluations écrites ou orales formulées par les stagiaires.

### **10.2. – DECISION APRES VERIFICATION**

A l'issue des opérations de vérification, la CCI de Seine-et-Marne notifie sa décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet des prestations, dans un délai de 10 jours ouvrés à compter de la réception des livrables mentionnés au C.C.T.P.

A défaut de décision notifiée dans ce délai, les prestations sont considérées comme admises, sauf si les livrables ne peuvent être admis que sous réserve de mises au point spécifiées par la CCI de Seine-et-Marne.



## **ARTICLE 11 – PRIX**

Les prix du présent accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du « mois zéro » qui correspond à la date limite de réception des offres fixée dans le cadre de la consultation, ou à la date de remise de l'offre finale en cas de négociation.

Les prix mentionnés dans l'acte d'engagement sont fermes pour la durée initiale de l'accord-cadre.

En cas de reconduction, les prix sont maintenus sous réserve des dispositions ci-après relatives à leur révision.

### **11.1. – CONTENU**

Les prix forfaitaires comprennent toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, ainsi que tous les frais inhérents et nécessaires à l'exécution des prestations.

Le taux de TVA auquel peuvent être assujetties les prestations est celui en vigueur à la date du fait générateur (date d'exécution).

En conséquence, les prix sont réputés comprendre notamment l'intégralité des coûts pédagogiques, de préparation, d'organisation et d'animation, les frais de déplacement, de restauration et d'hébergement, le coût des prestations rédactionnelles des différents supports et livrables conformément aux exigences du C.C.T.P.

Tous les frais non précisés (temps supplémentaires compris) sont à la charge du titulaire.

Il est rappelé que les prestations peuvent être exécutées sur l'ensemble du territoire de la région Ile-de-France.

En conséquence, chaque attributaire est réputé avoir pris en compte ce périmètre d'exécution afin d'établir les prix horaires inscrits dans l'acte d'engagement, lesquels comprennent notamment les frais de déplacement.

La sous-estimation du temps nécessaire ne peut donner lieu à aucune majoration de prix.

### **11.2. – FORME**

Les prestations sont rémunérées par application des prix horaires mentionnés dans l'acte d'engagement auxquels sont appliquées les quantités réellement exécutées.

Les prix sont définis en euros hors taxes (HT) et net ou toutes taxes comprises (TTC).

### **11.3. – REVISION**

Les prix sont fermes pour la durée initiale du présent accord-cadre.

Les prix sont révisibles lors de sa reconduction, sur demande du titulaire, selon la formule suivante :

$$P = P_0 \times [0,15 + 0,85 \times (ICHTrev-TS / ICHTrev-TS_0)]$$

Dans laquelle,

$P$  est le prix révisé ;

$P_0$  est le prix établi sur la base des conditions économiques du « mois 0 »

*ICHTrev-TS* est la dernière valeur en vigueur de l'indice du coût horaire du travail révisé – tous salariés, publié par l'INSEE à la date de révision;  
*ICHTrev-TS<sub>0</sub>* est la valeur de l'indice du coût horaire du travail révisé – tous salariés, publié par l'INSEE au « mois 0 »

Le calcul de la révision est à la charge du titulaire.

Son omission lors d'une demande de paiement ne peut donner lieu à une quelconque régularisation ultérieure.

Si la valeur de l'indice précité n'est pas connue au moment de la révision, une révision de prix provisoire est établie sur la base de la dernière valeur connue.

La révision définitive intervient dès que la valeur définitive est connue.

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

La révision des prix n'a pas à être constatée par un acte modificatif.

Les prix révisés entrent en vigueur à compter de la date de reconduction de l'accord-cadre et s'appliquent aux commandes émises à compter de cette date.

## **ARTICLE 12 – REGLEMENT**

### **12.1. – PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT**

A l'issue de l'admission complète des prestations ou de leur admission avec réfaction, le titulaire transmet une demande de paiement correspondant aux prestations réellement exécutées à la date d'établissement de celle-ci.

Outre les mentions légales, chaque facture doit comporter les mentions suivantes :

- Les références du présent accord-cadre et du lot concerné ;
- Le numéro du bon de commande correspondant ;
- La désignation des prestations réalisées ;
- Le prix unitaire HT ;
- La quantité facturée ;
- Le montant total HT ;
- Le taux et le montant de TVA ;
- Le montant total TTC

En cas de sous-traitance, chaque facture doit préciser de façon distincte la nature et le montant des prestations sous-traitées.

En cas de présentation non conforme, toute facture erronée ou incomplète est retournée au titulaire et n'est prise en compte qu'après sa régularisation.

Tout retard de paiement qui pourrait s'ensuivre ne saurait donner lieu au paiement d'intérêts moratoires.

### **12.2. – FACTURATION ELECTRONIQUE**

Chaque facture est transmise par voie dématérialisée sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>.

Les références Chorus Pro sont précisées sur les bons de commande émis au titre du présent accord-cadre, à savoir :

- Identifiant : N° SIRET 18770918300235
- Numéro d'engagement : N° du bon de commande

### **12.3. – VERIFICATION ET PAIEMENT**

#### 12.3.1 Acceptation du montant

La CCI de Seine-et-Marne vérifie le montant indiqué sur chaque facture.  
Le montant peut être réduit compte tenu de réfections ou de pénalités éventuellement dues par le titulaire au titre du présent C.C.A.P.

Le montant de la somme à régler est arrêté par la CCI de Seine-et-Marne et notifié au titulaire si la demande de paiement a été modifiée ou complétée.  
Passé un délai de 30 jours à compter de cette notification, le titulaire est réputé avoir accepté le montant modifié.

En cas de désaccord, le paiement est effectué sur la base provisoire des sommes admises par la CCI de Seine-et-Marne, dans les conditions prévues à l'article 11.7.3 du CCAG/PI.

#### 12.3.2 Modalités de paiement en cas de groupement

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution des prestations qu'il a exécutées.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique au nom du mandataire du groupement.

#### 12.3.3 Modalités en cas de paiement direct du sous-traitant

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant dont les conditions de paiement ont été agréées par la CCI de Seine-et-Marne est payé directement selon les modalités ci-dessous, pour la partie des prestations qu'il a exécutée.

Le sous-traitant adresse au titulaire sa facture libellée au nom du titulaire.

Puis, il adresse à la CCI de Seine-et-Marne :

- La demande de paiement libellée au nom de la CCI de Seine-et-Marne, accompagnée du double des pièces adressées au titulaire ;
- L'accusé de réception ou le récépissé attestant que le titulaire a reçu la facture ou le décompte se rapportant aux prestations sous-traitées.

La somme à régler au sous-traitant comprend la TVA au taux applicable au contrat de sous-traitance, tel que mentionné dans la déclaration de sous-traitance.

### **12.4. – DELAI GLOBAL DE PAIEMENT**

En application des articles R2192-12 à R2192-14 du code de la commande publique, le point de départ du délai global de paiement est fixé dans les conditions suivantes :

- A la date de réception de la demande de paiement lorsque celle-ci est postérieure à la date d'exécution des prestations ;
- A la date d'exécution des prestations lorsque celle-ci est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

La date de réception de la demande de paiement et la date de réalisation des prestations sont constatées par la CCI de Seine-et-Marne.

En cas de litige, il appartient au titulaire du présent accord-cadre d'apporter la preuve de cette date.

Dans ce cadre, le paiement s'effectue dans les 30 jours maximum à compter de la date marquant le point de départ du délai global de paiement.

En cas de retard de paiement, le taux des intérêts moratoires applicable est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. En outre, une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros est due lorsque les sommes au principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement.

### **ARTICLE 13 – NOTIFICATIONS ET ECHANGES**

Les notifications et échanges d'informations sont réalisés par tout moyen permettant d'attester la date de leur réception.

Lorsqu'une décision fait courir un délai, celle-ci est notifiée par tout moyen permettant d'attester la date de sa réception selon les modalités fixées à l'article 3.1 du CCAG/PI.

Les notifications et échanges d'informations relatives à des prestations sous-traitées sont adressées au titulaire qui seul a qualité pour présenter des observations.

Le titulaire se conforme strictement aux décisions et informations qui lui sont notifiées au titre de l'exécution du présent accord-cadre, qu'elles aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

### **ARTICLE 14 – ASSURANCE**

Par dérogation à l'article 9 du CCAG/PI, chaque attributaire transmet, avant la notification du présent accord-cadre, une attestation d'assurance justifiant les garanties souscrites au titre de sa responsabilité civile professionnelle en cas d'accident et de tout dommage causé à l'occasion de l'exécution des prestations.

À tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, chaque attributaire doit être en mesure de produire cette attestation sur simple demande de la CCI de Seine-et-Marne, dans un délai de 10 jours à compter de la réception de la demande.

Il est tenu d'informer, sans délai et par écrit, la CCI de Seine-et-Marne de toute modification relative aux garanties couvertes à ce titre.

### **ARTICLE 15 – CONFIDENTIALITE**

Il est dérogé à l'article 5.1 du CCAG/PI comme suit.

Les parties s'engagent à ne pas divulguer les informations confidentielles échangées au titre du présent accord-cadre et à prendre toutes mesures propres à empêcher une telle divulgation.

Elles se portent fort du respect par leur personnel de cette obligation de confidentialité.

Celle-ci vaut pour toute la durée d'exécution de l'accord-cadre ainsi qu'à son terme et tant que les informations n'ont pas été rendues publiques par la CCI de Seine-et-Marne.

Toutefois, le titulaire est autorisé à communiquer lesdites informations à ses fournisseurs ou sous-traitants, sous réserve de leur imposer la même obligation de non-divulgation. Ces derniers s'interdisent notamment toute communication écrite ou verbale à des tiers, sans accord préalable de la CCI de Seine-et-Marne.

La CCI de Seine-et-Marne peut, en application de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978, communiquer le présent accord-cadre à toutes personnes intéressées, dans les conditions précisées par la commission d'accès aux documents administratifs (CADA). Préalablement à cette communication, la CCI s'engage à occulter des dispositions contractuelles toute information relevant du secret industriel et commercial.

## **ARTICLE 16 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**

Chaque partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du présent accord-cadre.

Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « Règlement européen sur la protection des données » et de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 « informatique et libertés » modifiée.

Le titulaire s'engage à faire respecter les dispositions du présent article par son personnel et par toute personne qui interviendrait directement ou indirectement pour son compte, notamment ses sous-traitants.

Il conclut par ailleurs avec ces derniers un engagement de sécurité et de confidentialité reprenant les obligations prévues au présent article, afin d'assurer notamment la mise en œuvre des mesures de sécurité et de confidentialité conformément à l'article 32 du Règlement européen sur la protection des données et à la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

La CCI de Seine-et-Marne se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un auditeur mandaté, à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour s'assurer du respect de ses obligations, tant par le titulaire que par ses sous-traitants éventuels. Pour ce faire, la CCI de Seine-et-Marne se réserve notamment la possibilité de demander au titulaire, à tout moment, la communication de l'engagement de sécurité et de confidentialité conclus avec ses sous-traitants.

Le non-respect des obligations décrites au présent article peut entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts exclusifs du titulaire. La responsabilité de celui-ci peut également être engagée sur le fondement de la loi du 6 janvier 1978 « informatique et libertés » modifiée.

L'ensemble des obligations prévues au présent article demeurent valables y compris après la fin du présent accord-cadre.

### **16.1. – DESCRIPTION DU TRAITEMENT DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de la CCI de Seine-et-Marne les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du présent accord-cadre.

### **16.2. – OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

Le titulaire s'engage à :

- Présenter les garanties suffisantes au sens de la loi du 6 janvier 1978 modifiée ;
- Traiter les données à caractère personnel uniquement pour les seules finalités du traitement et conformément aux instructions de la CCI de Seine-et-Marne ;
- Recueillir l'accord des intéressés pour toute collecte de données à caractère personnel lorsque cet accord est requis par la réglementation ;
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent accord-cadre ;
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter leur confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel et prennent en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut ;
- Ne pas utiliser les documents et fichiers informatiques à des fins autres que celles spécifiées au présent accord-cadre, y compris en ce qui concerne les transferts de données vers un pays tiers, à moins qu'il soit tenu d'y procéder en vertu du droit français ou du droit de l'Union européenne. Dans ce cas, le titulaire doit informer la CCI de Seine-et-Marne avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs d'intérêt public ;
- Ne pas communiquer les produits réalisés, documents et fichiers à d'autres personnes morales ou non, privées ou publiques, que celles qui ont qualité pour en connaître, à savoir la CCI de Seine-et-Marne ou les personnes pour le compte desquelles celle-ci procède à l'achat ainsi que le personnel chargé par le titulaire d'exécuter les prestations ;
- Prendre toutes mesures de sécurité matérielle permettant de conserver les fichiers informatiques utilisés dans le cadre du présent accord-cadre et d'éviter toute déformation, endommagement et toute utilisation détournée ou frauduleuse de ceux-ci.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du Règlement européen ou du droit de l'Union ou des Etats membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement la CCI de Seine-et-Marne.

Le titulaire communique à la CCI de Seine-et-Marne la liste et les caractéristiques des traitements (dont les données utilisées) qu'il met en œuvre, pour les besoins du présent accord-cadre, en qualité de responsable du traitement au sens du Règlement général sur la protection des données susmentionné. Il s'interdit toute utilisation et toute cession, à titre gratuit ou à titre onéreux à des fins commerciales, des données utilisées dans ce cadre.

### **16.3. – MESURES DE SECURITES DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- L'anonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- Les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et services de traitement ;
- Les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- Une procédure visant à tester, analyser et évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement ;
- Toutes mesures techniques et organisationnelles pour assurer la confidentialité et la sécurité des données lors des opérations de développement et de maintenance du matériel informatique utilisé pour l'exécution du présent accord-cadre.

En outre, le titulaire appuie la CCI de Seine-et-Marne pour la réalisation, s'il y a lieu, d'analyses d'impact relatives à la protection des données ainsi que la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

### **16.4. – AUTORISATION DE DESIGNATION D'UN AUTRE PRESTATAIRE**

Le titulaire peut faire appel à un autre prestataire, désigné « sous-traitant ultérieur », pour mener des activités de traitement spécifiques.

Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit la CCI de Seine-et-Marne de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'un prestataire. Cette information indique clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieur.

La CCI de Seine-et-Marne dispose d'un délai minimum de 6 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si la CCI de Seine-et-Marne n'a pas émis d'objection pendant le délai précité.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent accord-cadre, pour le compte et selon les instructions de la CCI de Seine-et-Marne.

Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées.

Le titulaire demeure pleinement responsable devant la CCI de Seine-et-Marne de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

### **16.5. – DROIT D'INFORMATION ET EXERCICE DES DROITS DES PERSONNES CONCERNEES**

Il appartient à la CCI de Seine-et-Marne de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

Le titulaire prend toutes les mesures nécessaires permettant à la CCI de Seine-et-Marne de s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées formulent auprès du titulaire une demande d'exercice de leurs droits, le titulaire adresse ces demandes dès réception par courrier électronique à l'adresse suivante : [acheteurs@cci-paris-idf.fr](mailto:acheteurs@cci-paris-idf.fr)

#### **16.6. – NOTIFICATION DES VIOLATIONS DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**

Le titulaire notifie à la CCI de Seine-et-Marne toute violation de données à caractère personnel, par courrier électronique dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile permettant à la CCI de Seine-et-Marne, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

Après accord de la CCI de Seine-et-Marne, le titulaire notifie à l'autorité de contrôle compétente (CNIL), au nom et pour le compte de la CCI de Seine-et-Marne, les violations de données à caractère personnel, au plus tard 72 heures après en avoir pris connaissance, sauf si la violation en question n'est pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques.

La notification contient au moins :

- La description de la nature de la violation de données à caractère personnel (catégories et nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données) ;
- Le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact ;
- La description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- La description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Dans la mesure où il ne serait pas possible de fournir toutes ces informations concomitamment, celles-ci peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord de la CCI de Seine-et-Marne, le titulaire communique dans les meilleurs délais, au nom et pour le compte de celle-ci, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins les mêmes éléments que la notification ci-dessus.



#### **16.7. – SORT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**

Au terme de la prestation faisant l'objet du traitement des données personnelles, le titulaire s'engage à ne conserver aucune copie des produits réalisés, documents et fichiers informatiques et à les transmettre à la CCI de Seine-et-Marne ou, selon les instructions de celle-ci, à produire l'attestation de destruction de ces données, dûment signée par la personne habilitée.

#### **16.8. – DELEGUE A LA PROTECTION**

Le titulaire communique à la CCI de Seine-et-Marne le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au Règlement européen sur la protection des données.

#### **16.9. – REGISTRE DES CATEGORIES D'ACTIVITES DE TRAITEMENT**

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de la CCI de Seine-et-Marne comprenant :

- Le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels autres prestataires et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- Les catégories de traitement effectués pour le compte de la CCI de Seine-et-Marne ;
- Le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant ;
- La description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles décrites à l'article 17.3 du présent C.C.A.P.

#### **16.10. – DOCUMENTATION**

Le titulaire met à la disposition de la CCI de Seine-et-Marne la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections par la CCI de Seine-et-Marne ou un autre auditeur mandaté, et contribuer à ces audits.

### **ARTICLE 17 – UTILISATION DES RESULTATS**

Chaque attributaire du présent accord-cadre certifie que lui-même et les personnes qui interviennent pour son compte détiennent tous les droits nécessaires à l'exécution des prestations.

En application l'article 35.1 du CCAG/PI, le titulaire accorde à la CCI de Seine-et-Marne les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, pour les besoins découlant de l'objet des prestations.

## ARTICLE 18 – PENALITES

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/PI, les pénalités applicables en cas d'insuffisance ou de non-conformité des prestations sont définies comme suit. Les pénalités sont cumulables et applicables dès la première constatation, sans mise en demeure.

Désignation	Montant en euros	Modalité d'application
Défaut de présentation d'un remplaçant de compétences équivalentes	100,00	Par jour de retard
Non-respect des modalités de l'action de formation (programme, livrables, ...)	200,00	Par constat

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG/PI, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 30% du bon de commande concerné.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/PI, le titulaire est redevable des pénalités dont le montant total est inférieur à 1 000 euros HT.

## ARTICLE 19 – FORCE MAJEURE

Aucune partie n'est responsable de la non-exécution partielle ou totale de ses obligations, provoquée par un événement constitutif d'un cas de force majeure au sens de l'article 1218 du code civil majeure : événement imprévisible, irrésistible et extérieur à la volonté de la partie qui en est victime.

En cas de force majeure dûment déclarée et justifiée, les obligations contractuelles des parties sont suspendues. Elles reprennent dès que les effets de l'événement constituant un cas de force majeure ont cessé, selon des modalités de reprise décidées d'un commun accord entre les parties.

Le titulaire notifie son impossibilité d'exécuter la prestation, dans un délai de 24 heures à compter de la survenance de l'événement. Dans tous les cas, il lui appartient de prendre toutes les mesures conservatoires.

La survenance d'un cas de force majeure n'entraîne pas le report de la date d'échéance de l'accord-cadre.

Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité.

## ARTICLE 20 – EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES

En application de l'article 27 du CCAG/PI, la CCI de Seine-et-Marne peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le présent accord-cadre, aux frais et risques du titulaire :

- Soit, lorsque le titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations de l'accord-cadre, d'un bon de commande ou ordre de service, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard. La décision de faire exécuter les prestations par un tiers est notifiée par la CCI de Seine-et-Marne.

Sous réserve qu'elles ne soient pas entièrement exécutées, le titulaire peut être autorisé par ordre de service à reprendre l'exécution des prestations s'il justifie des moyens nécessaires à cette fin dans un délai de 2 mois suivant la notification de la décision d'exécution aux frais et risques. S'il n'a pas été autorisé à reprendre l'exécution dans ce délai, l'accord-cadre est résilié pour faute du titulaire ;

- Soit, en cas de résiliation de l'accord-cadre pour faute du titulaire, à condition que la décision de résiliation le mentionne expressément.

Le titulaire n'est pas admis à prendre part directement ou indirectement à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il est cependant tenu de fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre et qui seraient nécessaires à l'exécution des prestations par le tiers désigné.

L'augmentation des dépenses par rapport aux prix de l'accord-cadre résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire est mis à sa charge.

## **ARTICLE 21 – RESILIATION**

Le présent accord-cadre peut être résilié dans les cas et selon les modalités décrites au chapitre 7, articles 36 et suivants du CCAG/PI.

La résiliation pour faute du titulaire peut être prononcée en cas de non-transmission des documents dont la production est demandée à l'article 5 du présent C.C.A.P (Dispositif de vigilance – lutte contre le travail dissimulé), après mise en demeure restée infructueuse dans un délai d'un mois.

En outre, s'il ne s'acquitte pas de ses obligations en matière de lutte contre le travail dissimulé, le titulaire encourt la résiliation pour faute dans les conditions exposées ci-dessous.

Informée par les services compétents du non-respect des obligations mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du code du travail (dissimulation d'activité et dissimulation d'emploi salarié), la CCI de Seine-et-Marne met en demeure le titulaire de se mettre en conformité avec les dispositions précitées.

Celui-ci dispose d'un délai de 10 jours pour apporter la preuve de la régularisation de sa situation.

A défaut, la CCI de Seine-et-Marne informe les services compétents et peut prononcer la résiliation pour faute du titulaire, éventuellement à ses frais et risques.

La résiliation ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées par ailleurs à l'encontre du titulaire.

## **ARTICLE 22 – DIFFERENDS**

Les différends sont réglés selon les dispositions du chapitre 8 du CCAG/PI.

Le droit français est seul applicable.

Les correspondances et autres documents relatifs sont rédigés en français.

Les parties s'efforcent de régler à l'amiable tout différend relatif à l'interprétation des stipulations du présent accord-cadre ou à l'exécution des

prestations objet des présentes.

Tout différend fait l'objet d'un mémoire en réclamation du titulaire exposant les motifs et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Ce mémoire doit être communiqué dans un délai de 2 mois à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion.

La CCI de Seine-et-Marne dispose d'un délai 2 mois à compter de la réception du mémoire pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

Tout différend qui ne pourrait être résolu par accord entre les parties est soumis à la juridiction de droit public compétente.

Instance compétente chargé des procédures de recours :

Tribunal Administratif de Melun

43 rue de Général de Gaulle, case postale n°8630, 77008 Melun Cedex

<http://melun.tribunal-administratif.fr/ta-caa/>

**ARTICLE 23 – DEROGATIONS AU CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES GENERALES DES MARCHES PUBLICS DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES**

L'article 8.4 « Délai d'observation » du présent C.C.A.P déroge aux dispositions de l'article 3.7.2 du CCAG/PI.

L'article 9.1 « Conduite des prestations par une personne nommément désignée – Remplacement » du présent C.C.A.P déroge aux dispositions de l'article 3.4.3 du CCAG/PI.

L'article 10.1 « Opérations de vérification » du présent C.C.A.P déroge aux dispositions des articles 28 et suivants du CCAG/PI.

L'article 14 « Assurance » du présent C.C.A.P déroge aux dispositions de l'article 9 du CCAG/PI.

L'article 15 « Confidentialité » du présent C.C.A.P déroge aux dispositions de l'article 5.1 du CCAG/PI.

L'article 18 « Pénalités » du présent C.C.A.P déroge aux dispositions de l'article 14 du CCAG/PI.